



POUR GAGNER DE NOUVEAUX DROITS DÉMOCRATIQUES, UNE EXIGENCE : ABROGER LA V^{ème} RÉPUBLIQUE !

En 1958, l'instauration de la V^{ème} République a permis l'avènement d'un régime qui exprime la totale mainmise des monopoles capitalistes sur la société, véritable dictature de classe de la bourgeoisie monopoliste.

Le régime gaulliste a affaibli sans commune mesure le pouvoir législatif de l'Assemblée nationale, autrefois lieu d'arbitrage entre les différentes fractions du Capital, car la proximité des députés avec les électeurs les rendait plus sensibles aux pressions exercées par les luttes et manifestations.

Avec la V^{ème} République, la figure centrale est le Président de la République doté de pouvoirs exorbitants et en réalité, premier relais des exigences et directives des grands groupes capitalistes.

Nous avons là un système fondé sur le bipolarisme entre la réaction UMP et la social-démocratie, c'est-à-dire les deux Partis gérant le pouvoir de l'oligarchie financière.

Les autres Partis sont soit en attente en cas de crise politique aiguë, comme le FN néofasciste (ou de la recomposition à droite sous forme d'un bloc de toute la réaction avec l'UMP), soit dans la recherche de se satelliser aux partis dominants à droite et à « gauche » (via les désistements au second tour).

Nous avons là une démocratie tronquée, inégalitaire, avec l'intervention massive des médias et instituts de sondage capitalistes qui vont orienter l'opinion publique selon les desiderata de l'aristocratie financière.

Quant aux candidats UMP ou PS, ils rivalisent de démagogie : « *réduire la fracture sociale* » (Chirac), « *travailler plus longtemps pour gagner plus* » (Sarkozy), ce qui s'est traduit par la baisse des salaires, l'allongement du temps de travail et de carrière, « *la priorité à la jeunesse* », « *une fiscalité juste* » (Hollande), alors que nous vivons des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, les fermetures de sites et d'entreprises, une jeunesse vouée à la précarité, un chômage record.

L'interpénétration entre membres des Conseils d'administration des monopoles, des ministres et autres hautes fonctions de l'appareil d'État, accentue le pourrissement et le parasitisme du système capitaliste dont les récents scandales financiers (Cahuzac, Guéant et qui demain ?) ne sont que la pointe de l'iceberg.

Pour camoufler cette réelle dictature de classe, la V^{ème} République a créé l'alternance entre les deux partis des monopoles : UMP et PS avec la mystification d'une prétendue opposition droite/gauche.

En réalité, UMP et PS sont en consensus sur toutes les questions cardinales : défense du système capitaliste et de l'Union européenne impérialiste, de la politique d'austérité, avec l'alibi scandaleux de « la baisse du coût du travail », de la politique de guerre de l'impérialisme français.

Le système de représentation politique est en crise, les désillusions sur l'UMP et le PS grandissent.

Il est nécessaire, pour gagner de nouveaux droits démocratiques, d'abroger la V^{ème} République et sa Constitution réactionnaire sur toute la ligne. Nécessaire aussi de déployer le combat démocratique pour s'opposer (danger accentué par la politique du PS) aux propositions réactionnaires, chauvines et xénophobes du courant néofasciste.

L'URCF lutte pour une nouvelle Constituante construite de manière inédite à la base, dans des États généraux d'entreprises et de quartiers qui avanceront les propositions pour de nouveaux droits démocratiques.

L'URCF avance les mesures suivantes :

- Abrogation de la Constitution monarcho-présidentialiste
- Suffrage universel à la proportionnelle intégrale à toutes les élections
- Droits citoyens pleins et entiers pour les travailleurs immigrés
- Droit de révocation des élus qui violent leurs engagements ou sont coupables d'affairisme
- Stricte égalité d'accès aux médias et moyens d'impression pour tous les candidats
- Arrêt du financement public pour les Partis
- Un seul mandat pour chaque élu. Mesures pour déprofessionnaliser la vie politique
- Abrogation du Traité de Lisbonne, mouture de l'ancien TCE rejeté par la majorité des citoyens, adopté par un véritable putsch institutionnel forgé par l'UMP et le PS

Le combat pour de nouveaux droits implique aussi la question sociale. L'URCF affirme le primat des luttes extra-parlementaires, des luttes de classe pour les gagner. Dans cette bataille c'est la classe ouvrière qui doit devenir la force dirigeante. C'est la lutte générale contre l'austérité, le refus, qui doit grandir, de payer la crise du capitalisme et les dettes de l'État capitaliste, c'est aux fauteurs de crise les monopolistes de payer !

Voici les revendications de l'URCF :

- Retour à l'échelle mobile des salaires et pensions
- Retraite à 55 ans et 60 ans (37,5 annuités)
- Expropriation des monopoles casseurs d'emplois par leur nationalisation sans indemnisation
- Transformation des CDD en CDI
- Municipalisation du sol pour construire des logements sociaux
- Fin des coupures d'électricité et des expulsions
- Contrôle ouvrier dans les entreprises (sur l'embauche, les finances, la stratégie) avec la reconnaissance de l'assemblée générale des travailleurs dans l'entreprise comme nouvelle institution ouvrière

« Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre » (Marx-Engels).

Aussi, l'URCF appelle au combat pour :

- L'autodétermination des dernières colonies en Outre-Mer
- La fin de la Françafrique et du droit d'ingérence
- Le retrait des corps expéditionnaires français partout dans le monde
- L'arrêt des ingérences, interventions et guerres impérialistes (Afghanistan, Mali, Syrie)
- Reconnaissance de l'État de Palestine

Toutes ces mesures sont indissociables de la lutte contre le capitalisme et l'UE.

Concernant l'UE impérialiste, c'est un instrument de dictature internationale des grands groupes, complétant et aggravant les dispositifs nationaux.

On ne pourra combattre la stratégie du Capital de destruction de toutes les conquêtes sociales du 20^{ème} siècle sans lutte pour la rupture nationale et internationale avec l'UE connectée avec la Révolution socialiste.

L'origine de tous les maux dont les travailleurs et le pays souffrent, se situe dans le mode de production capitaliste, dans la propriété monopoliste des moyens de production et d'échange, dans l'exploitation salariale, dans le pouvoir d'État de l'oligarchie financière.

Les communistes révolutionnaires disent clairement leur but, à travers le combat pour la Constituante, nous luttons pour gagner le maximum de droits démocratiques, pour développer les luttes de classes dans des conditions plus favorables pour le prolétariat. Il faut une nouvelle révolution en France pour instaurer le socialisme, briser l'État capitaliste et gagner le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs, assurer la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, planifier l'économie et assurer la satisfaction croissante des besoins matériels et culturels.